

L'Europe, Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice

Groupe de travail

**animé par Nathalie Griesbeck, Députée européenne du Grand Est
assistée de Fanny KHAU, élève avocate à Paris**

L'Europe, c'est d'abord et avant tout un **grand espace de paix** au sein d'un ensemble de peuples et d'Etats dont l'histoire demeure un monde *plein de bruit et de fureur*. C'est pourquoi les citoyens européens ne peuvent ni ne doivent accepter que l'Europe devienne un simple marché, même s'il s'agit d'un Marché commun. Et l'Europe peut bien moins encore, même en temps de crise, n'être qu'un vulgaire club de financiers et de banquiers, comme certains – et jusqu'au sommet de l'Etat – en ont aujourd'hui la tentation. Non, l'Europe pour les Européens comme pour le reste du monde c'est fondamentalement la paix. Et parce qu'elle est la paix, l'Europe doit aussi travailler à incarner chaque jour davantage pour tous la Liberté et la Justice.

Avec François Bayrou et Marielle de Sarnez, leader du groupe des députés européens, le **Mouvement Démocrate** soutient la volonté de l'Europe de se développer en un *espace de liberté, de sécurité et de justice* (ELSJ).

Tout en ayant le souci de lui permettre de répondre aux exigences d'une société moderne en constante mutation et aux dangers qui la menacent, le Modem veut que soient scrupuleusement respectés et chaque jour davantage mis en pratique les Droits fondamentaux auxquels nous sommes passionnément attachés et que tout pouvoir, quel qu'il soit, devrait se faire un devoir absolu de défendre.

Pour mesurer le chemin à parcourir en la matière déjà, dans notre pays, il suffit de jeter un coup d'œil, même rapide, sur les violations constantes des Droits les plus élémentaires, pourtant proclamés intangibles par la Constitution elle-même, auxquelles, tout particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, l'Exécutif en France se laisse aller et dont parfois même il revendique ouvertement la paternité !

Il suffit ici simplement de citer, à titre d'exemple, tout particulièrement scandaleux, le décret instituant le fichier *Edvige*, qu'avec Jacques Pertek, responsable du Modem dans le Vaucluse et Marielle de Sarnez, j'ai attaqué pour illégalité devant le Conseil d'Etat.

Cette volonté de permettre aux services de police de faire des fiches sur tout et sur tous, y compris en ce qui concerne les mineurs de 13 ans et même sur les opinions personnelles ou les tendances sexuelles des responsables religieux et syndicaux, est apparue à la fois si manifestement absurde, illégale, inconstitutionnelle et de plus inefficace que le chef de l'Etat et son gouvernement n'ont pu faire autrement que de reculer, ou plutôt de faire semblant. Car, on l'ignore le plus souvent, ce décret très dangereux n'a toujours pas été rapporté ou retiré, en dépit des promesses les plus solennelles faites par les plus hautes autorités de l'Etat. A ce jour il demeure donc toujours en vigueur. C'est pourquoi aussi nous avons maintenu notre recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

Nous nous refusons également à opposer **Liberté** et **Sécurité**, comme le fait sans cesse le pouvoir actuellement en place. Contrairement à ce qu'il tente de nous faire croire, la défense de la Liberté, loin d'entrer en conflit avec les impératifs de la Sécurité des personnes et des biens tout comme avec ceux de l'Etat, constitue au contraire le meilleur moyen de défendre la Sécurité, tout en les conciliant toutes deux avec les intérêts de la **Justice**.

Grâce en particulier à notre groupe de réflexion et de proposition, le Mouvement démocrate doit travailler de manière plus générale dans la perspective des prochaines élections européennes de juin 2009 en veillant à la mise en œuvre d'un **véritable espace de Liberté en Europe**, établi **avec et pour l'ensemble des concitoyens européens**.

Il conviendra en particulier :

- **d'imaginer** une politique de migrations intelligente tenant compte des réalités de notre monde et des limites économiques et sociales de l'Union européenne (politique des visas, régularisation, intégration, coopération entre pays...),
- **travailler** au partage de l'information et à la coopération efficaces entre les autorités de police et entre les autorités judiciaires dans les pays membres de l'Union européenne et dans le cadre des accords de Schengen,

- **réfléchir** à une politique de prévention de la criminalité organisée ainsi que la lutte contre celle-ci, notamment en ce qui concerne les trafics illicites et les opérations de blanchiment du produit de ces activités,
- **concevoir** une citoyenneté européenne par une nouvelle manière de percevoir nos libertés dans un espace fortement transformé et évolutif.
- **établir** un lien fort et pédagogique avec l'ensemble de nos concitoyens sur notre projet démocrate.

C'est une raison forte pour vous joindre à nous et nous apporter vos idées, vos critiques comme votre enthousiasme. Plus vous serez nombreux, et plus notre travail aura de chances d'être riche et approfondi.

Car si nous voulons véritablement faire progresser la Liberté en France comme en Europe, il faut que nous fassions nôtres l'espoir et la volonté de notre ami **Bronislaw GEREMEK**, qui a su allier avec un bonheur rare le sens de l'action et la force des valeurs, et que nous fassions avec lui ce constat riche d'avenir et en forme également d'ardente obligation :

***« Nous avons fait l'Europe :
il nous reste à faire les Européens »***

.....